

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PERNOT S.E.T.

2 Chemin Malaval
39303 Champagnole

Références : AC/CD/2023/C_154
Code AIOT : 0005901732

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement PERNOT S.E.T. implanté Bois du Mont 39350 Taxenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERNOT S.E.T.
- Bois du Mont 39350 Taxenne
- Code AIOT : 0005901732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive autorisée par arrêté préfectoral du 16 février 2005 pour une durée de 15 ans, prolongée par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 juillet 2021 et du 31 mai 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : niveaux de production, phasage et modalités d'exploitation, garanties financières, sécurisation du site, bruit, eaux de ruissellement, tirs de mines et vibrations, poussières, paysage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Méthode d'exploitation	AP Complémentaire du 31/05/2023, article 6	/	Sans objet
5	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 27.2	/	Sans objet
6	Suivi des émissions de poussières	AP Complémentaire du 31/05/2023, article 9	/	Sans objet
8	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 10	/	Sans objet
17	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 28.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	AP Complémentaire du 31/05/2023, article 4	/	Sans objet
2	Modalités d'extraction	AP Complémentaire du 31/05/2023, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Prévention des pollutions	AP Complémentaire du 31/05/2023, article 7	/	Sans objet
7	Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 4	/	Sans objet
9	Impact paysager	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 18	/	Sans objet
10	Cote minimale d'extraction	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 19.1	/	Sans objet
12	Méthode d'exploitation-banquettes	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 19.3	/	Sans objet
13	Distance d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 19.5	/	Sans objet
14	Stockage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 20.5	/	Sans objet
15	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 23	/	Sans objet
16	Prévention des pollutions des eaux	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, des non-conformités ont été constatées sur les thèmes suivants :

- mesures acoustiques,
- mesures de retombées de poussières,
- sécurisation de l'accès au site,
- signalement des dangers de l'installation,
- surveillance et procédure de tirs de mine.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2023, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières est fixé comme suit : Phase 2023 à 2025: Montant pour la phase en euros (€): 107 834 Indice TP 01 de 126,5 (décembre 2022)
Constats : L'acte de cautionnement d'un organisme bancaire d'un montant de 146 938 euros valable jusqu'au 28/02/2024 a été transmis à la préfecture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modalités d'extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction doit être réalisée sur une seule période d'extraction de 2 années décrite dans le tableau suivant. Les quantités de matériaux à extraire ou de surface à décaper pour la période sont les suivantes. Volume exploitable en m ³ : 75 000 Volume de matériaux superficiels (terre végétale + matériaux de surface) en m ³ : 0 Volume de stériles en m ³ : 7 500 Volume de gisement en m ³ : 68 000 Surface exploitée en m ² : 7 500
Constats : Dans le cadre des prescriptions complémentaires, aucun décapage ou extraction n'a encore eu lieu. Il est prévu une campagne d'extraction en septembre/octobre 2023. La dernière campagne d'extraction a été réalisée en septembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2023, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation est réalisée en une phase de 2 ans (plan en annexe 1). L'exploitation se poursuit vers le nord conduisant alors à trois gradins (deux de 15 m et un de 10 m de hauteur). Les matériaux sont extraits par des tirs de mines. Les tirs font appel à la méthode des micro-retards. L'exploitant doit définir un plan de tir. Ce plan doit prendre en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assurer la sécurité du public lors des tirs. L'exploitant informe les riverains préalablement aux tirs de mines (entre 5 à 2 jours avant la réalisation de ceux-ci). Un courrier est également adressé en mairie de Taxenne pour information.
Constats : L'extraction est actuellement menée sur 3 gradins en direction du nord d hauteurs maximales de 15 m, 8 m et 6 m (de haut en bas). Les matériaux sont extraits par tirs de mines faisant appel à la méthode des micro-retards. Pour chaque tir, l'exploitant définit avec la société sous-traitante un plan de tir avec toutes ses caractéristiques. Préalablement à chaque tir, l'exploitant prévient uniquement le maire de la commune plusieurs jours à l'avance qui informe, selon l'exploitant, les riverains concernés.
Non-conformités: - l'exploitant n'informe pas directement les riverains concernés par les tirs (1ères habitations les plus proches de la carrière), - l'exploitant n'adresse pas de courrier (ou courriel) à la mairie de Taxenne.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2023, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement sur l'aire aménagée pour les engins de chantiers, tel que prévu à l'article 10, doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique. Les normes de rejet dans le milieu naturel sont : <ul style="list-style-type: none">• pH: compris entre 5,5 et 8,5 ;• MEST (matières en suspension totale): < 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;• hydrocarbures : < 5 mg/l (norme NF T 90 114) ;• D.C.O. : < 125 mg/l (norme NF T 90 101). Pour que les conditions de prélèvement soient optimales, un accès doit être aménagé en sortie du dispositif de traitement, au niveau du rejet dans le milieu naturel. » Cet accès doit être réalisé dans les 6 mois suivant la signature du présent arrêté.
Constats : Une aire étanche en béton est aménagée pour le ravitaillement en carburants et le stationnement des engins. Cette surface est reliée à un dispositif de traitement des eaux de ruissellement de type décanteur/séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique. Un accès est aménagé depuis début 2023 pour effectuer un prélèvement en sortie de décanteur avant rejet dans le milieu naturel. Il n'y a pas encore eu de mesures de la qualité des rejets d'eau depuis l'aménagement du point de prélèvement hors du dispositif de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Emissions sonores (mesures périodiques)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 27.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions afférentes des articles ministériels de prescriptions générales applicables, l'exploitant fait réaliser à ses frais à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et à chaque changement de phase d'exploitation, une campagne de mesures des émissions sonores de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Il n'y a pas eu de mesures acoustiques depuis 2006 alors que des changements de phases et des modifications notables donnant lieu à des prescriptions complémentaires ont eu lieu depuis 2005. L'exploitant a prévu de réaliser une campagne de mesures de bruit lors de la prochaine campagne d'extraction en septembre/octobre 2023.
Non-conformité: absence de mesures des émissions sonores de l'établissement depuis 2006.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Suivi des émissions de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2023, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières conformément aux articles 39, 56 et 57 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2515, ainsi qu'aux éléments fournis dans le dossier de porter à connaissance déposé le 13 janvier 2023 complété le 12 avril 2023.
Constats : L'exploitant a défini un plan de surveillance des retombées de poussières liées à l'activité de traitement des minéraux par plaquettes (comprenant 1 point témoin et deux points sous les vents dominants dans l'emprise autorisée). A ce jour aucune mesure n'a encore été réalisée, l'exploitant prévoit une campagne de mesures lors de la prochaine campagne d'extraction en septembre/octobre 2023.
Non-conformité: absence de mesures de retombées de poussières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Niveau de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Niveau de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité annuelle maximale autorisée à extraire est de 100 000 tonnes /an sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 7 ci-après.
Constats : La production annuelle maximale est inférieure à 100 000 tonnes. En 2022, le volume de production est de 26 500 tonnes. Le volume total de production depuis l'autorisation d'exploiter de 2005 est de 370 000 tonnes sur 1 500 000 tonnes autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer : -une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation, qui enfermera et interdira l'exploitation et en particulier toute zone dangereuse (excavations, ...) de la phase en cours. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation ; -des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée ainsi qu'au niveau du chemin d'accès ;
Constats : L'accès unique à la carrière est fermé par une barrière efficace. Les limites de la carrière sont sécurisées par une clôture en fils barbelés. Des panneaux indiquant l'interdiction d'entrer ("Chantier interdit au public") et le danger ("Tir de mines") sont présents à proximité de la barrière et des clôtures. Non-conformités: - sur les limites contrôlées le long du chemin communal, le dispositif de clôture est par endroit endommagé ou ne constitue pas un obstacle suffisant à la pénétration des personnes, - sur les secteurs contrôlés le long du chemin communal, la présence de pancartes (rappelant l'interdiction d'entrer et le danger de la carrière) à proximité des limites est insuffisante.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Impact paysager

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Impact paysager
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de réduire l'impact visuel de la carrière sur l'environnement (cf plan en annexe 5) : <ul style="list-style-type: none">• la partie ouest de la pelouse enfrichée surplombant le carreau ne sera pas exploitée ;• en limite sud du carreau de la carrière, un merlon sera constitué avec des matériaux de découverte et des calcaires altérés. Ce merlon sera recouvert de terre végétale afin de servir de support aux plantations d'arbres et arbustes. L'objectif est de constituer à court terme une haie-écran sur ce merlon ;• le merlon sera constitué avec des matériaux de découverte et présentera une coupe trapézoïdale (hauteur : 2 m ; base : 6 m ; replat sommital : 2 m) ;• cet aménagement sera soigneusement recouvert par une couche de terre végétale sur une épaisseur de 20 cm environ ;• un semis herbacé « à la volée » sera pratiqué de manière à faciliter l'intégration paysagère du merlon et à maintenir les sols en place ;• les plantations se feront sur trois rangées, avec des essences arborées en plants de 2 m (chênes, merisier, ...) et des arbustes hauts ;• cet aménagement sera réalisé lors des deux premières années d'autorisation.
Constats : La partie ouest de la pelouse enfrichée surplombant le carreau n'a pas été exploitée. Le merlon en limite sud du carreau (coté plate-forme de traitement et de stockage des minéraux) est présent. Il est recouvert de végétation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Cote minimale d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 19.1
Thème(s) : Risques chroniques, Cote minimale d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La cote minimale du carreau principal ne doit pas être inférieure à 279 mètres NGF. L'épaisseur de l'extraction sera de 40 mètres au maximum
Constats : La cote minimale du carreau en cours d'extraction est à 280 m NGF. L'épaisseur d'extraction est actuellement de 37 m environ.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Méthode d'exploitation-banquettes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 19.3
Thème(s) : Risques accidentels, Méthode d'exploitation-banquettes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une banquette d'une largeur minimale de 10 mètres doit être aménagée au pied de chaque gradin.
Constats : Les banquettes au pied des fronts en cours d'exploitation ont une largeur d'au moins 10 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Distance d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 19.5
Thème(s) : Risques accidentels, Distances d'éloignement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Les bords supérieurs de l'excavation sont à plus de 10 mètres des limites du périmètre autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Stockage des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 20.5
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, si nécessaire, ou stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. La hauteur des stockages est limitée à 10 mètres .
Constats : La hauteur des stocks de matériaux traités présents est inférieure à 10 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 23
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,• le bord de la fouille,• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF) en particulier de l'aire des stockages et des banquettes découpant les fronts,• les zones remises en état,• la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 19.5 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Le dernier plan d'exploitation au 1/500 a été relevé le 13 décembre 2022. Le plan contient tous les éléments nécessaires malgré l'absence d'indication des bornes délimitant le périmètre autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Prévention des pollutions des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé pour l'exploitation du site. En période sèche, les pistes seront arrosées à l'aide d'un camion-citerne équipé d'une pompe. Afin de prévenir toute pollution par des hydrocarbures, l'approvisionnement des engins sera réalisé périodiquement par un véhicule-citerne sur l'aire étanche pouvant retenir toutes les écoulements ou fuites accidentelles. Des matériaux absorbants seront à disposition de cette aire. Le stockage d'hydrocarbures est interdit sur le site. Le stationnement des engins (hors engins sur chenilles) se fera sur l'aire étanche mentionnée à l'article 10.
Constats : Aucun prélèvement d'eau dans le milieu n'est effectué sur le site (absence de réseau d'eau public sur la carrière également). L'exploitant n'a jamais procédé à l'arrosage des pistes. Une aire étanche en béton destinée au ravitaillement en carburants des engins est présente proche de l'entrée de la carrière. Selon l'exploitant, les engins sont équipés d'un kit de produit absorbant et de rétention en cas de déversement d'hydrocarbures au sol. Il n'y a pas de stockage d'hydrocarbures sur le site. Selon l'exploitant, le ravitaillement des engins sur roues est effectué sur l'aire étanche prévue à cet effet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 28.1
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p> <p>Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié à chaque tir sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation, au niveau des points suivants et localisés A, B et C de l'annexe 6 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Point A : Village de Taxenne : au niveau des premières habitations du lotissement « Les Daffois », situées à 500 mètres à l'ouest de la carrière. • Point B : Habitation face au chemin d'accès : située à environ 375 mètres au sud-ouest de la carrière. • Point C : Chapelle : située à environ 325 mètres au sud - sud-ouest de la carrière. <p>Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats de vibrations enregistrés lors des derniers tirs (récents) effectués au cours de l'année 2022 sont au maximum de 3,11 mm/s suivant l'axe transversal (valeur enregistrée au niveau d'une habitation située dans un hameau au sud-ouest de la carrière).</p> <p>Lors de chaque tir, les mesures de vibrations sont mesurées au niveau de 3 habitations situées à proximité de la carrière, au sud-ouest du site.</p> <p>Non-conformités:</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence de mesures de vibrations au niveau du point B : habitation située face au chemin d'accès à la carrière le long de la route départementale 125, - absence de mesures de vibrations au niveau du point C : chapelle située au sud de la carrière dans un pré.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet